

L'hiver de la pensée. Symptomatologie de la bêtise à l'âge du défaut grec

di SARA BARANZONI, PAOLO VIGNOLA

En suivant Nietzsche, Deleuze a affirmé que la bêtise est le symptôme d'une pensée basse, réactive et décadente¹, mais aussi que c'est seulement à travers son expérience que l'on peut se saisir la honte de soi-même et recevoir la dignité stoïcienne de l'événement². À bien des égards chez Deleuze, où la philosophie est toujours une entreprise de santé politique, toute la pensée philosophique se joue entre ces deux pôles : la honte et la dignité. En effet, c'est à partir de l'expérience de la honte de soi et par la bêtise des autres qu'on commence à philosopher et donc à penser, au point que la bêtise devienne « une question proprement transcendantale »³. De plus, cette définition théorétique de la bêtise chez Deleuze est inséparable d'une dimension éthique, selon qu'elle concerne essentiellement l'homme : la bêtise est une « bestialité proprement humaine »⁴, et c'est pour ça que la pensée doit lutter sans cesse contre sa propre bêtise, c'est-à-dire contre ce qui l'empêche de penser, et elle doit le faire par l'activation d'un raisonnement à la fois critique et créatif. Voilà le rôle de la philosophie selon Deleuze, et avant lui selon Nietzsche : la pensée philosophique doit nuire à la bêtise, même si la pensée en général surgit toujours de la bêtise elle-même.

Aujourd'hui, la symptomatologie de la décadence nietzschéenne⁵ réalise son sens le plus profond lorsqu'elle s'adresse aux symptômes de stupidité que la société de marché manifeste, tout particulièrement à l'âge de la mondialisation. Le but de ce travail sera donc de tracer une symptomatologie qui sache dérouler le fil clinique du devenir bête, aussi bien de la pensée politique que de la société elle-même, tout en considérant les effets embêtants de la crise économique et financière engendrée en 2008 par l'effondrement des titres *Subprimes* aux États-Unis. Ces effets, comme, on le verra toute à l'heure, affectent directement la pensée critique et toutes perspectives politiques alternatives à l'économie politique dominante, en nous reconduisant à une situation analogue à celle des années quatre-vingt, c'est-à-dire, à l'âge de la montée de la Révolution Conservatrice⁶ dont le but a été celui de liquider toute pensée critique et socialement responsable.

¹ G. Deleuze, *Nietzsche et la philosophie*, Paris, PUF, 1962, p. 120.

² G. Deleuze, *Logique du sens*, Paris, Minuit, 1969.

³ G. Deleuze, *Différence et Répétition*, Paris, PUF, 1968, p. 197.

⁴ *Ivi*, p. 196.

⁵ F. Nietzsche, *Sämtliche Werke. Kritische Studienausgabe*, (éd. G. Colli e M. Montinari), Berlin, Gruyer, (1967-1977), 1980, *Nachgelassene Fragmente 1887-1889* (vol.14).

⁶ La « révolution conservatrice », mise en œuvre par Margaret Thatcher en Angleterre à partir de 1979 et par Ronald Reagan en Amérique du Nord à partir de 1980, vise à « financiariser » et à mondialiser le capitalisme occidental afin de garantir sa position dominante tout en soumettant à ce système

À ce propos, Félix Guattari a publié en 1985 un livre dont le titre représente déjà un formidable exemple de symptomatologie : *Les années d'hiver*. En suivant Guattari, les années d'hiver – à savoir les années quatre-vingt – sont celles de l'idéologie des marchés et de la crise économique internationale qui ont produit une bêtise débordante et généralisée : il est désormais facile de retrouver des analogies inquiétantes à cette bêtise depuis ces dernières années (2008-2013).

En particulier, si Bernard Stiegler a parlé de « bêtise systémique » pour dénoncer à son tour l'état dans lequel se trouve la société capitaliste, qui ne réussit pas à sortir des années d'hiver, nous croyons que le meilleur exemple de bêtise systémique engendrée par cette économie politique soit celui de la Grèce et de son effondrement financier, qui l'a conduite à être frappée par les effets déchirants de l'*austerity*, produits et véhiculés par l'idéologie néolibérale (TINA – *there is no alternative*). Notamment, la bêtise comme origine de l'idéologie TINA est de limiter la conduite de politiques économiques internationales rigoureuses quant aux bilans et à la confiance des marchés financiers. Le destin bête de l'idéologie est d'avoir mis à genoux un pays, et d'en avoir appauvris beaucoup d'autres, au lieu de corriger les erreurs provoquées par le système économique fondé sur la dette. Ce qui nous intéresse d'abord est de montrer le rapport entre cette forme de bêtise et les processus de subjectivation politique qui se déroulent autour de la crise internationale, tout en courant le risque de devenir à leur tour bêtes.

Les sujets face à la bêtise systémique

Depuis la « révolution conservatrice », qui est à l'origine de la financiarisation et de l'ultralibéralisme, et encore plus après le choc provoqué par la crise de 2008, ce qui s'installe dans les pays européens et aux États Unis est une économie de l'incurie, du désinvestissement et du court-termisme engendré par le leitmotiv du profit exclusif. Cette tendance du système économique, définie comme hyperspéculative, consiste à se moquer aussi bien des conséquences économiques et sociales à long terme, provoquées par des décisions qui à un moment donné semblaient « profitables ».

Or, cela a conduit à une régression généralisée de toutes politiques sociales (et de la société elle-même) revendiquée en tant que « décomplexion », sous le prétexte que le progrès social est prétendu impossible parce que devenu incompatible avec le progrès technique. De plus, cette dynamique agencée à une tendance pulsionnelle des systèmes psychiques, a entraîné une société planétairement fondée sur l'extension systémique de la bêtise. Il s'agit d'un aveuglement absolu imposé par l'hégémonie de l'idéologie néoli-

économique, avec ses priorités comme ses contradictions, la société entière. Or, ça a conduit le système économique à être presque intégralement contrôlé et piloté par le sous-système financier mondiale, qui s'est structurellement décorrélé du sous-système de production, imposant la dérégulation, la déréglementation, et la liquidation de tous les appareils d'État et de ses politiques à long terme accusés de promouvoir des modèles inefficaces d'économie tout en freinant la modernisation permise par le système technique.

bérale qui n'a rencontré presque aucune résistance, et qui a mené à la destruction de toutes formes attentionnelles et à tous systèmes sociaux en général, en provoquant la soumission et la régression vers une minorité face à laquelle l'héritage des pensées issues du XX^e siècle semble laisser les humains du XXI^e siècle totalement désarmés⁷.

C'est pour cette raison que, à côté de la bêtise transcendantale, celle proprement humaine contre laquelle on doit toujours lutter d'une lutte qui est fondamentale pour l'activation de la pensée, nous faisons chaque jour l'expérience d'une bêtise systémique, c'est-à-dire de la domination de l'idéologie TINA : où l'idéologie n'est pas simplement quelque chose qui est imposé par des pouvoirs à ceux qui les subissent, mais ce qui frappe aussi et d'abord ces pouvoirs eux-mêmes – qu'ils soient politiques, d'État, ou bien qu'il prennent la forme de contre-pouvoirs.

C'est évident alors que la bêtise systémique n'est pas uniquement le résultat d'une crise de la finance mondiale qui aurait seulement conduit à une aggravation de ces symptômes, mais qu'elle s'impose au niveau de l'individuation même. Pour le dire avec Stiegler qui suit Gilbert Simondon, il s'agit d'une perte d'individuation menée par l'*individualisation*. C'est de cette dernière que les individus psychiques et collectifs souffrent sans qu'ils puissent être en mesure d'expliquer pourquoi, les rendant souvent bêtes et parfois très méchants. C'est dans ce milieu que l'idéologie TINA prend pied, en cherchant à tirer profit de cette souffrance et en brisant les liens entre les individus qui n'ont plus aucun sentiment d'avenir, et qui ne peuvent plus prendre soin d'eux-mêmes et des autres⁸.

Néanmoins, ce qui est nouveau dans cette expérience de la bêtise, c'est précisément qu'elle n'est pas seulement une condition qu'on trouve ou qui peut advenir face à ce qui se passe, mais que elle est engendrée par une prolétarianisation généralisée. Plus précisément, la bêtise systémique est le fruit d'une guerre qui n'est pas seulement économique, mais qui a été menée aussi sur fond de bataille psycho-idéologique par la constitution d'un psychopouvoir d'une extrême agressivité et d'une extrême habileté qui consiste en une organisation systémique de la captation de l'attention. Cette captation est rendue possible par la convergence des technologies audiovisuelles, télécommunicatives et numériques, auxquelles n'échappe aucun acteur du système industriel consumériste.

Or, si la face visible de cette bêtise est, comme nous allons le voir, celle des agences de notation, des politiques populistes bêtes et aveugles, il y a aussi une face cachée, qui consiste en l'absence d'une efficacité de la part des théories critiques du système, et qui prend la forme d'un symptôme terrible et criant d'un désarmement de la pensée face à ce devenir. Ce n'est pas seulement le cas de la dite « pensée unique », avec laquelle aucun des penseurs enrôlés dans cette idéologie n'est capable de penser les véritables conséquences de l'évolution des politiques ultralibérales – bien qu'ils prétendent « sans cesse et quasi uniquement que le nouvel état de fait appelé 'mondialisation' ne comporte

⁷ B. Stiegler, *États de choc. Bêtise et savoir au XXI^e siècle*, Paris, Mille et une nuits, 2012, p. 13.

⁸ B. Stiegler, *Pharmacologie du Front National*, Paris, Flammarion, 2013, p. 24.

aucun danger pour les pays industriels historiques d'Europe et d'Amérique parce que ceux-ci gardent le pouvoir de forger les 'concepts' »⁹.

Étant donné que la prolétarianisation, comme Marx l'a découvert, est une destruction des savoirs, de toutes formes attentionnelles, mais aussi du désir ou énergie sociale (et énergie du social) : la bêtise systémique atteint aussi le monde académique et ses acteurs, qui peu à peu se sont adaptés au milieu économique et financier en renonçant à « inventer » des systèmes alternatifs et en donnant par cela la preuve d'un découragement historique qui célèbre la victoire totale de l'idéologie. C'est évident alors que la souffrance qui étouffe la société n'est pas causée par un problème d'inadaptation, mais plutôt d'hyper-adaptation : quand on nous dit toujours qu'il faut « s'adapter », et en même temps « laisser faire » le marché, on efface en fait toutes possibilités de penser et d'adopter des nouvelles perspectives.

Mais ce qui est plus grave, c'est que les mouvements politiques antagonistes sont aussi pris dans cet état, qui à bien voir est dans un état d'effondrement à son tour, et en raison duquel ils ne peuvent pas arriver à proposer d'alternative à ce système, tout en fortifiant à leur tour la devise qu'*il n'y a pas d'alternative*. Plus précisément, même s'ils arrivent à développer des critiques très profondes relative au système financier et à la situation politique actuelle, ils ne parviennent pas à proposer des alternatives claires, valides et soutenables, tout en restant eux-mêmes bien en retard. Mais c'est tout à fait cet *être en retard* qui devient la clé du raisonnement. Comme on va le voir, ce retard est proprement « ce qu'il faut » et ce qui doit être dépassé à travers l'invention de « nouvelles armes » dont Deleuze invoquait la nécessité dans *Post-scriptum sur les sociétés de contrôle*¹⁰. Cependant, si les sujets politiques antagonistes n'ont pas le courage de penser contre eux-mêmes, c'est-à-dire de « lutter contre soi-même », pour utiliser les mots de Deleuze¹¹, et donc d'admettre que sa propre bêtise est la condition pour penser différemment, alors la pensée va rester fermée et, va contribuer malgré elle à la situation d'incurie généralisée dans laquelle nous sommes plongés.

Or, de quoi s'agit-il lorsqu'aujourd'hui on parle de « retard » face à la crise internationale ? Pour comprendre le véritable enjeu politique et social de ce discours, on doit revenir à la question des technologies de l'information, tout en considérant la différence de nature entre les médias traditionnels et le milieu numérique car ils révèlent deux dynamiques d'embêtement bien distinctes.

D'une part, et Maurizio Lazzarato nous l'a montré¹², il est facile de s'apercevoir que la

⁹ Ivi, p. 39. Mais, si nous y pensons bien, où sont tous ces concepts ? C'est vrai ainsi que les savoirs qui se développent dans ce type de société sont plus souvent liés à une capacité pragmatique et à une efficacité logistique où l'efficacité immédiate est privilégiée à front du discernement théorique et de la disposition à forger des nouveaux concepts. En ayant parlé d'efficace, il serait intéressant de développer un discours critique entre l'efficace et la bêtise.

¹⁰ G. Deleuze, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », dans *Pourparlers*, Paris, Minuit, 1990.

¹¹ G. Deleuze, *Critique et clinique*, Paris, Minuit, 1993, voir le chapitre sur Artaud, « Pour en finir avec le jugement ».

¹² M. Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté : Essai sur la condition néolibérale*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

Troika a pratiqué à un niveau international une captation systématique de l'attention politique de tous et de chacun grâce à l'exploitation des technologies d'information traditionnelles et ce afin de ne faire penser qu'à la dette, avec tous les sentiments de culpabilité et de stupidité qu'elle provoque.

D'autre part, le capitalisme financier n'a pas seulement pratiqué la canalisation des consciences politiques face à la crise grâce à l'usage de médias traditionnels, il a aussi visé la captation des informations et des données sensibles de tous mouvements anti-financiers, et ce par l'intermédiaire des *social-networks* comme Facebook. C'est ainsi que « Occupy Wall Street », le plus important ensemble des mouvements anti-financier du monde, s'est vu littéralement capturé par le système financier dans son propre réseau, et les symptômes sont déjà bien évidents – mais ces symptômes sont en même temps et précisément ceux que Lazzarato, dans son analyse très fine des processus de subjectivation à l'âge de la crise financière malheureusement ne diagnostique pas. En particulier, si dans le milieu numérique la captation la plus manifeste est celle qui s'accomplit avec le contrôle des big data, même ceux engendrés par les pratiques *bottom up* et prétendues libertaires développées par Occupy Wall Street sont captées et utilisées par Google, Amazon, Facebook, etc. C'est-à-dire toutes les informations que chaque usager « militant » insère dans ses propres sites ou blogs relatifs au mouvement sont utilisées afin de redresser les tendances du marché et aussi afin de modeler sans cesse de nouveaux *user-profiling* marchands. Tout cela signifie que les grandes entreprises du web, par l'exercice de leur hégémonie, ont mis le numérique essentiellement au service d'une destruction des processus de subjectivation, en privatisant tout espace publique ou commun, donc tout territoire politique et micro-politique. Il s'agit d'un comportement tellement systématique qu'aujourd'hui la situation est devenue littéralement choquante : cette captation empêche de fait l'usage politique actif du web, et, comme nous l'avons dit, même pour les mouvements opposés au (bio)capitalisme financier il est difficile de reconnaître la faiblesse de leurs pratiques face à cette désubjectivation généralisée produite par la gouvernance mondiale. Cependant, les mouvements tels que Occupy ne peuvent survivre et se développer que par la technologie numérique. Ils sont liés concrètement à Internet, comme l'illustrèrent les « manifestations Facebook » du Caire et de Tunisie, tout aussi bien que les milliers de sites militants qui se réfèrent à Occupy Wall Street en s'y inspirant, mais ils sont aussi combinés théoriquement au web, via plusieurs références aux réseaux et à l'horizontalisation.

Ce rapport structurel entre Occupy Wall Street (y compris tous les mouvements qui se réfèrent à lui) et la technologie numérique nous conduit à un autre rapport qui s'établit entre politique militante et technologies. À l'époque, ce lien avait intéressé Felix Guattari qui consacre en 1977, dans *La révolution moléculaire*, un texte intitulé « Des millions et millions d'Alice en puissance », sur l'invention des radios libres. Afin de mieux comprendre les terribles phénomènes de « perte d'individuation » politique pour le dire avec Simondon, il s'agit désormais de se référer à la perspective que Guattari a nommée post-

médiatique. Déjà dans *Les années d'hiver* et après *Du postmoderne au postmédia*, Guattari notait la puissance dévastatrice de la pulsion capitaliste, c'est-à-dire une pulsion forgée par le marketing qui conduit à la destruction des territoires sociaux, des identités collectives, et des systèmes de valeur traditionnels, tout en appelant à la création de nouveaux réseaux sociaux¹³. En se référant à cela, Guattari parle de post-média parce que, même avant le numérique (qu'il n'a pas tout à fait connu dans sa puissance choquante), ils existaient déjà des pratiques visant à rendre les technologies participatives et créatives au sens politique – même si il s'agissait alors d'une forme encore rudimentaire. De ce point de vue, les radios libres ont été à la fois de véritables expressions de modalités collectives d'énonciation et d'agencements machiniques de désirs, et elles ont été le tout premier signe de l'âge post-médiatique. En effet, ces radios naissaient afin de fonder de nouvelles pratiques sociales émancipatrices mais surtout de participer à la production de subjectivité radicalement alternative face à la nouvelle vague du capitalisme définie comme post-fordiste.

Or, si c'est dans des radios comme Radio Alice ou Radio Tomate que Guattari voyait vers la fin des années '70 la réalisation d'agencements collectifs d'énonciation tout à fait nouveaux, la plupart de ces radios venaient d'occupations militantes d'espaces métropolitains et furent fermées par la police. La raison de leur répression par les appareils d'état était précisément que ces radios visaient à révolutionner le rapport entre les processus de subjectivation, les technologies médiatiques et les organisations sociales, et ce en bouleversant l'équilibre social de l'État lui-même. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on peut bien affirmer que Radio Alice à Bologne a construit un plan de consistance du désir, à travers une pratique politique fondée sur la réappropriation de l'information, de la technologie et des espaces relationnels.

En fait, et pour revenir à aujourd'hui, c'est précisément ce plan de consistance « désirant » que le mouvement Occupy n'arrive pas à construire avec les plates-formes numériques, car il ne parvient pas du tout à l'invention d'instruments adéquats à son propre but, à savoir la croissance des subjectivités alternatives au capitalisme numérique qui sachent développer des pratiques politiques fondées sur l'agencement machinique et collectif entre le désir révolutionnaire et les innovations technologiques. Faute d'une invention techno-politique, c'est-à-dire à la fois technologiquement et politiquement révolutionnaire, il ne reste qu'à arrêter le processus d'individuation du mouvement antagoniste lui-même, car, à la lettre, ce dernier ne peut contrebattre performativement aucun objectif stratégique dans une société contrôlée – au sens deleuzien – par une oligarchie techno-économique de plus en plus proche du statut pulsionnel de ses citoyens.

Le point critique de ce discours regarde *toutefois*, et précisément *encore* une fois, la bêtise, même si *cette* fois il s'agit d'une bêtise historique, que les nouveaux mouvements antagonistes expriment par rapport aux conditions technologiques de communication politique des années '70. C'est évident que le mouvement politique de l'autonomie dans

¹³ F. Guattari, *Les années d'hiver 1980-1985*, Paris, Les Prairies ordinaires (réédition), 2009, et « Du postmoderne au postmedia », publié dans *Multitudes*, Issue, 3, 2008, pp., 128–133.

ces années-là a de toute évidence *inventé* les radios libres, tandis que les mouvements Occupy, précisément en développant leurs pratiques politiques, ont tout simplement *utilisé* les instruments fournis et promus par le marché et par le marketing numérique. Pour continuer à suivre le vocabulaire de Guattari, on peut affirmer alors que la pensée politique demeure encore dans *les années d'hiver*, et qu'elle y restera jusqu'à l'invention de pratiques politiques véritablement dignes de ce qui nous arrive – pour le dire avec le Deleuze stoïcien.

Mais tout ça, on peut le voir aujourd'hui comme une « bêtise épiméthéenne »¹⁴ incarnée par le mouvement antagoniste. Il s'agit pourtant d'une grande chance pour le mouvement lui-même, car c'est seulement en se rendant compte de son propre retard techno-politique, et donc en inventant par conséquent de nouveaux instruments – à la lettre de nouvelles machines – qu'une critique radicale du (bio)capitalisme cognitif peut gagner un pouvoir véritablement révolutionnaire.

De ce point de vue, et en considérant ce que nous avons décrit toute à l'heure, il faudrait peut-être reformuler intégralement la question des biopouvoirs et par là de la biopolitique. L'hiver étant celui de la pensée, comme nous venons de le décrire, pour en sortir on pourrait commencer à concevoir de façon critique l'articulation des pouvoirs liées aux technologies d'information et de communication avec les pouvoirs financiers comme une nouvelle forme de pouvoir qui vise à manipuler nos facultés, de l'attention à la créativité, et en même temps elle semble avoir comme but politique la réduction des nos horizons d'attente, donc de notre pensée pour l'avenir. Dans ce sens, il aurait été singulièrement intéressant de savoir ce que Derrida aurait pensé de la crise, et en particulier en termes d'événement et de « horizon d'attente ».

En fait, face à la crise, nous avons besoins de tous les grands penseurs du XX^e siècle et en particulier nous devons être capables de les « agencer », tout en considérant le risque de dire, d'écrire ou de faire des bêtises. Quant à la nécessité d'évaluer l'efficacité actuelle des concepts de « biopouvoir » et de « biopolitique », nous aurons besoins de questionner plusieurs penseurs vivants, foucauldien et non foucauldien – mais cela n'est pas le but de cet article. Quoi qu'il en soit, et pour conclure cette micro-réflexion autour du sujet du biopolitique, avant même le déclenchement de la crise que nous vivons encore, Stiegler avait élaboré dans *Prendre soin* une critique du concept foucaultien de biopouvoir, en proposant de le penser en termes de psychopouvoir :

Il me semble précisément que le biopouvoir que Foucault s'est lui-même attaché à décrire historiquement et géographiquement, et si puissamment, en le localisant en Europe, n'est plus ce qui trame notre époque – de sorte que ce concept ne peut pas rendre compte, sans être amodié, de la spécificité du psychopouvoir psychotechnologique, et de la nouvelle situation du biopouvoir qui en résulte, ni donc de la « biopolitique » telle qu'elle devient une psychopolitique qui relève non plus des États nationaux (et des institutions de programmes) mais des puissances

¹⁴ B. Stiegler, *La technique et le temps 1. La Faute d'Epiméthée*, Paris, Galilée, 1998.

économiques déterritorialisées (et des industries de programmes), constituants des nouvelles formations discursives et non discursives, c'est à dire des nouveaux dispositifs¹⁵.

Nous ne pouvons pas savoir combien nos esprits seront transformés par le « psychopouvoir psychotechnologique », ni dans quelle mesure. Mais il est sûr que quelque chose est en train de changer dans nos cerveaux et dans notre façon de concevoir le social. Et il est sûr aussi que cette crise nous a changés en profondeur, parfois en nous rendant plus critiques face à l'économie politique courante, parfois en réduisant précisément notre puissance critique – donc en nous rendant un peu plus bêtes.

La Grèce, mauvais élève de l'Europe

Il y a aussi une autre question « hivernale » dont nous n'avons qu'annoncée brièvement l'importance et par laquelle on peut comprendre non seulement la signification de la bêtise épiméthéenne, mais aussi son double sens : à savoir, le cas économique et politique de la Grèce contemporaine¹⁶. Pour cela, il faut d'abord revenir à la Grèce ancienne.

C'est en effet la mythologie grecque qui aide à décrire, à travers la figure d'Épiméthée, la bêtise comme un défaut d'origine qui est aussi son destin. Épiméthée, frère de Prométhée, est le dieu de l'oubli, celui qui a oublié de garder aux mortels une qualité, c'est-à-dire aussi la figure de l'imbécile qui réfléchit après coup, qui arrive toujours trop tard pour éviter la bêtise. Or, à côté de ce retard ou « défaut originel », selon l'expression de Stiegler, il y a deux possibilités : l'une est de rester dans cet état bête en régressant toujours un peu plus, l'autre est de penser qu'en effet ce n'est jamais trop tard pour *penser* et pour sortir de sa propre bêtise en la prenant en charge. C'est-à-dire, en prenant soin de sa propre expérience tout en la transformant en une figure de la réflexion : cela correspond à la seconde signification du mot grec *epimetes* qui veut aussi dire « sage », « avisé », « expérimenté ». C'est dans cette deuxième possibilité que se vérifie ce que Nietzsche et Deleuze ont dit à propos de la bêtise : c'est seulement en ayant honte de ses bêtises et en s'apercevant être bête que l'on peut commencer à philosopher. La philosophie doit passer inévitablement par la bêtise.

En revenant à aujourd'hui, on peut ainsi affirmer que la Grèce est bête dans le sens épiméthéen du terme. La Grèce a fait une bêtise car elle a oublié de « payer sa dette » : ça, dans une économie de marché, est la chose la plus bête, et c'est aussi la cause des sacrifices qui lui sont imposés par l'Europe. Quant à elle, l'Europe s'est attribuée un rôle

¹⁵ B. Stiegler, *Prendre soin I. De la jeunesse et de génération*, Paris, Flammarion, 2008, p. 227.

¹⁶ Les pages qui suivent ont été conçues au moment de la sortie du livre *Pharmacologie du Front National* (cit.), autour duquel l'auteur avait organisé un forum d'écriture pour en discuter les points plus controversés. Nous avons décidé de ne pas mettre à jour cette partie parce que les questions abordées – même si écrites en été 2013 – étaient à notre avis suffisantes pour développer le concept de bêtise, dans les termes de boucs émissaires, retard et défaut.

soi-disant « prométhéique »: tout comme Prométhée, elle a volé le feu pour le donner aux humains, à savoir qu'elle a recueilli et donné de l'argent pour rétablir l'équilibre financier de la Grèce. Cependant, à la différence de Prométhée qui a payé personnellement son action, l'Europe – c'est-à-dire, ses investisseurs et ses banques – ne peut que grandir et gagner de plus en plus d'argent de cette situation, en spéculant sur les taux d'intérêt imposés à la restitution de cette nouvelle dette.

Or, que s'est-t-il passé après le déclenchement de la crise ? Tout d'abord, il y a eu une dégradation des « notes » attribuées par des agences privées de notation telles que Standard & Poor's à l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie. En remettant radicalement en question l'idée même de souveraineté, ces notes qui viennent d'être abaissées par les agences de notation, considèrent les nations comme des enfants – c'est-à-dire des êtres mineurs, ou même des animaux, des bêtes. Si l'on prend au pied de la lettre la définition donnée par ces agences, les états dont le marché se méfie seraient les « PIIGS » (Portugal, Italie, Irlande, Grèce et Espagne), c'est-à-dire des porcs.

À propos des animaux, des bêtes, de la crise et des agences de notation, Stiegler a montré dans *Pharmacologie du Front National* comment la gouvernance néolibérale tend systématiquement à indiquer des boucs émissaires contre lesquels se tourner, des boucs émissaires – qui en grec ancien sont nommés *pharmakos* – que l'on accuse en les prenant pour la cause des problèmes et des disgrâces et que l'on se met à persécuter: aujourd'hui la Grèce en est l'exemple le plus évident, ayant été dénoncée par les agences de notation qui, en indiquant « sa faute », l'ont mise à genoux sous le prétexte de rétablir la confiance des marchés.

De plus, le *default* de la Grèce et ses effets sur la vie politique et sociale du pays peuvent être insérés au paradigme contemporain de ce que Naomi Klein a nommé « le capitalisme du désastre ». L'une des principales armes de ce dernier est la « stratégie du choc » par laquelle les grandes entreprises, les *corporations*, peuvent tout aussi bien tirer parti des catastrophes naturelles, que sociales et économiques : « Leur stratégie : attendre une crise de grande envergure, puis, pendant que les citoyens sont encore sous le choc, vendre l'État, morceau par morceau, à des intérêts privés »¹⁷. De ce point de vue, et dans le cas particulier de la crise financière d'aujourd'hui, les agences de notation n'ont pas seulement profité du « choc » du défaut de la Grèce pour l'indiquer comme bouc émissaire et lui assigner toute la responsabilité quant à l'haute prix que l'Europe fait payer à ses citoyens, mais elles se sont aussi et tout à fait appropriées le destin de ces États, en provoquant la destruction toujours plus définitive de la puissance publique. C'est-à-dire qu'à travers l'imposition d'une politique rigide d'*austerity*, elles ont passé sous silence une opération de liquidation méthodique des institutions sociales et liée au *welfare*. Dans cette situation, la bêtise est tellement systémique que les États eux-mêmes s'exposent à leur propre destruction (en mettant en vente ses propriétés et ses services) pour ne pas perdre la confiance des marchés, tandis que les agences de notation ainsi

¹⁷ N. Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Arles, Actes Sud, 2008, p. 14.

que la Troika n'admettent jamais leurs erreurs et si elles le font – comme dans le cas de la déclaration donnée par le FMI en juin 2013 qui a admis avoir exagéré avec les requêtes faites à la Grèce - elles n'en payent jamais les conséquences. Bien au contraire, elles en tirent profit. De cette façon, il est évident que le capitalisme du désastre ne fait que se replier sur soi-même : afin de maintenir cette situation choquante qu'il n'a aucun intérêt à modifier, il répète continuellement des petits et tous petits chocs et menace ainsi la Grèce mais d'autres pays « bêtes » – ou pi(i)gs – sans trouver une véritable solution, tandis que les aides proposées ne sont qu'une répétition profitable des erreurs, des bêtises et des défauts du système financier lui-même. Cependant, nous l'avons dit, il s'agit d'une répétition profitable seulement à court-terme : on ne peut continuer longtemps à détruire la puissance publique, à savoir toutes les bases du vivre (et du savoir vivre) en société ainsi que ses possibilités et capacités économiques, politiques, et par conséquence le sentiment qu'un pays peut avoir un avenir. De cette manière la crise ne fait que s'aggraver, et avec elle la situation d'insolvabilité, d'incapacité généralisée, d'incurie, jusqu'au moment où, les « porcs » éliminés, il y n'aura place que pour un tout petit groupe d'hyènes et de chacals.

Enfin, face à la stupidité de la situation actuelle, qui n'est qu'une répétition continue d'erreurs, on peut reprendre – comme l'avait d'ailleurs déjà fait Lazzarato – une suggestion donnée par Guattari à propos de la Grèce dans un entretien qu'il avait donné à la télévision grecque en 1992, tout en considérant, d'autre part, qu'il faudrait la mettre au jour :

La Grèce c'est le mauvais élève de l'Europe. C'est toute sa qualité. Heureusement qu'il y a des mauvais élèves comme la Grèce qui portent de la complexité. Qui portent un refus d'une certaine normalisation germanico-française, etc. Alors continuez d'être des mauvais élèves et nous resterons de bons amis¹⁸.

Si en 1992 la Grèce était pour Guattari « le mauvais élève de l'Europe » parce qu'elle portait « un refus d'une certaine normalisation germanico-française », aujourd'hui les grecs sont les mauvais élèves qui falsifient les contes et qui ne savent pas comment rééquilibrer les bilans – et c'est pour ça que dans une certaine mesure ils sont bêtes ou ils font des bêtises. Mais, si on veut suivre – et poursuivre – le discours de Guattari, et avec cela avec Lazzarato et Stiegler, les grecs sont des mauvais élèves aussi dans un autre sens : ils sont les mauvais élèves de l'école de la bêtise fondée sur la morale de la dette, sur la pensée unique et sur le cynisme des Marchés.

D'autre part, si des commentateurs influents ont vu la Grèce comme « l'atelier des ordonnances prescrites par les acteurs du néolibéralisme »¹⁹ ; nous proposons de la conce-

¹⁸ F. Guattari, entretien donné à la télévision grecque, 1992, citée par M. Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté*, op. cit., p. 124.

¹⁹ À savoir, il s'agissait de Vassilis Primikiris, membre du secrétariat général de Syriza, parti de la gauche radicale grecque.

voir plutôt comme une sorte de laboratoire dans lequel observer les symptômes de la misère actuelle, tout aussi bien que de la bêtise systémique qui, comme dans une boucle infernale, la produit et en est engendrée.

Pour conclure, c'est au moment même où la bêtise systémique engendre ses effets les plus déchirants, nous pouvons faire l'expérience de notre propre bêtise épiméthéenne – nous, comme les mouvements politiques et la Grèce. Nous pouvons faire l'expérience de notre propre bêtise et de notre défaut – qu'il soit le défaut financier ou le retard technopolitique – et rejoindre par là la bêtise transcendante : à savoir, recommencer à penser et donc sortir de l'hiver.